

**Libye - Déclaration conjointe des  
Etats-Unis, de la France, de l'Italie  
et du Royaume-Uni sur la situation  
à Tripoli - Communiqué du  
ministère de l'Europe et des affaires  
étrangères**

(Paris, 01 septembre 2018)

Les gouvernements de la France, des Etats-Unis, de l'Italie et du Royaume-Uni condamnent fermement l'escalade persistante de la violence à Tripoli et dans ses alentours qui a fait de nombreuses victimes et continue de mettre en péril la vie de civils innocents. Nous réaffirmons que le fait de prendre pour cible des civils et les attaques sans discrimination sont interdits par le droit international humanitaire.

Ces tentatives d'affaiblir les autorités libyennes légitimes et d'entraver l'évolution du processus politique ne sont pas acceptables. Nous appelons instamment les groupes armés à mettre fin immédiatement à toute action militaire et mettons en garde ceux qui cherchent à compromettre la stabilité, à Tripoli ou ailleurs en Libye, qu'ils auront à répondre de ces actes.

Nous réaffirmons notre soutien ferme et persistant au plan d'action des Nations Unies rappelé le 6 juin par le président du Conseil de sécurité et le 16 juillet par M. Ghassan Salamé, représentant spécial du Secrétaire général. Nous appelons tous les acteurs à s'abstenir de tout acte qui porterait atteinte au cadre politique établi par la médiation menée par les Nations Unies, auquel la communauté internationale est pleinement attachée.

Les gouvernements de la France, des Etats-Unis, de l'Italie et du Royaume-Uni condamnent fermement l'escalade persistante de la violence à Tripoli et dans ses alentours qui a fait de nombreuses victimes et continue de mettre en péril la vie de civils innocents. Nous réaffirmons que le fait de prendre pour cible des civils et les attaques sans discrimination sont interdits par le droit international humanitaire.

Ces tentatives d'affaiblir les autorités libyennes légitimes et d'entraver l'évolution du processus politique ne sont pas acceptables. Nous appelons instamment les groupes armés à mettre fin immédiatement à toute action militaire et mettons en garde ceux qui cherchent à compromettre la stabilité, à Tripoli ou ailleurs en Libye, qu'ils auront à répondre de ces actes.

Nous réaffirmons notre soutien ferme et persistant au plan d'action des Nations Unies rappelé le 6 juin par le président du Conseil de sécurité et le 16 juillet par M. Ghassan Salamé, représentant spécial du Secrétaire général. Nous appelons tous les acteurs à s'abstenir de tout acte qui porterait atteinte au cadre politique établi par la médiation menée par les Nations Unies, auquel la communauté internationale est pleinement attachée./.